

PRÉFET DE L'ORNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Alençon, le 23 avril 2013

Unité territoriale de l'Orne
Cité administrative – Place Bonet
CS 40020
61013 ALENCON CEDEX

Nos réf. : AC 2013 171

Tél. : 02 33 32 50 93 – **Fax :** 02 33 32 51 13

Courriel : uto.dreal-bnormandie@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Procédure d'autorisation d'exploiter une Installation Classée - Examen des suites susceptibles d'être réservées à un dossier de demande de modification des installations d'une centrale d'enrobage de matériaux routiers à chaud sur le territoire de la commune de Sainte Honorine La Chardonne

Réf. : Transmission de M. le Préfet du département de l'Orne en date du 11 avril 2013 pour suite à donner pour un dossier déposé le 19 mars 2013, par la société APPIA ENROBES OUEST

EXPLOITANT : S.N.C. APPIA ENROBES OUEST

Siège social et établissement : Le Plafond
61430 SAINTE HONORINE LA CHARDONNE

MOTIF DU RAPPORT : Présentation du dossier devant le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

I. PRESENTATION DU DOSSIER

I.1 Identité du pétitionnaire

- **Raison sociale** : S.N.C. APPIA ENROBES OUEST
- **Siège social** : Le Plafond 61430 Sainte Honorine La Chardonne

La société APPIA ENROBES OUEST, filiale du groupe EIFFAGE, est une entreprise régionale de travaux publics. Elle fabrique une gamme complète de produits et procédés pour la construction et l'entretien des chaussées. Les produits fabriqués comprennent : des bétons bitumineux enrobés basse température (EBT), des graves bitumineuses et des enrobés froids stockables.

I.2 - Nature de la demande

Par courrier du 19 mars 2013, Monsieur le préfet de l'Orne a adressé à la DREAL, pour examen un dossier de modification présenté par la société APPIA ENROBES OUEST consistant en une modernisation de l'outil de production et le remplacement du combustible actuel (fuel lourd) par du gaz naturel.

Les modifications proposées par l'exploitant, conduisant à une amélioration significative des rejets, elles n'ont pas été jugées comme substantielles et ne font donc l'objet que d'une proposition de modification de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2010 autorisant à exploiter une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud sur la commune de Sainte Honorine La Chardonne.

I.3 – Situation administrative actuel avant modification

Les activités exercées sur le site relèvent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au titre des rubriques suivantes :

Rubrique	Alinéa	A, D, NC ¹	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2521	1	A	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers 1 - A chaud	Une centrale d'enrobage de marque ERMONT, type TSM 21, produisant au maximum 200 tonnes par heure d'enrobés	Activité elle-même				
1180	1	D	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles 1. Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 l de produits	Transformateur au PCB	Quantité de produit contenu	Q>30	l	539	l
1520	2	D	Dépôts de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Dépôt de matières bitumineuses - 3 citernes de 80 m ³ chacune,	Quantité totale présente dans l'installation	50≤Q<500	t	240	t
2517	2	D	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant :	Stockage de granulats	Quantité maximale susceptible d'être stockée	Q>15 000	m ³	32000	m ³

Rubrique	Alinéa	A, D, NC ¹	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
			2. supérieure à 15 000 m ³ mais inférieure ou égale à 75 000 m ³ .						
1432	2	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430.	Dépôt aérien de liquides inflammables : - 1 citerne de 40 m ³ de fioul lourd (capacité équivalente : 2,67 m ³)	Capacité équivalente totale au sens de la rubrique 1430	Q ≤ 10	m ³	2.67	m ³
2515	/	NC	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.	Installation de mélange de pierres	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes	P ≤ 40	kW	18	kW
2516	/	NC	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés.	Silo de fillers	capacité de stockage	V ≤ 5000	m ³	50	m ³
2920	2	NC	Installation de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa n'utilisant pas de fluides inflammables ou toxiques.	Compresseur d'air : 15 kW, Climatisation : 3 kW.	Puissance maximale absorbée	P ≤ 50	kW	18	kW

A : autorisation, D : déclaration, NC : non classable.

I 4 - .Modifications apportées à l'installation

L'exploitant envisage de remplacer le tube sécheur-malaxeur et son brûleur ainsi que les trémies de prédosage des granulats, ces équipements viendront dans le processus en lieu et place du matériel existant .

Dans le cadre de son projet, il a aussi l'objectif de procéder au remplacement du combustible actuel (Fuel lourd) par un raccordement au gaz naturel de ville.

II – ANALYSE DE L'INSPECTION

Dans le cadre de son plan de modernisation de l'outil entrepris à partir de 2009 qui a conduit à la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'encadrement en 2010.

L'exploitant poursuit cette modernisation de l'outil afin d'améliorer la maîtrise des impacts par le changement du tube sécheur-malaxeur et surtout par le changement de combustible.

II-1 - Impact visuel et paysager

Le changement de tambour sécheur/malaxeur n'entraînera pas de changement notable de l'implantation du poste. Seule la disposition du tambour sera différente par rapport à la situation actuel sans changer en revanche la disposition des éléments fixes visuellement impactant comme le parc à liants, les trémies de stockage d'enrobés, le silo à filler

En conséquence, la modernisation de l'outil ne modifiera pas l'impact visuel du site.

II-2 - Impact sur l'eau

La situation des prélèvements et consommations d'eau reste inchangés et conforme à l'arrêté préfectoral d'encadrement du 26/11/2010.

L'ensemble des mesures mises en place sur le site pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux reste inchangé (stockage sur rétention, vannes de sectionnement, bassin de rétention...).

II.4 - Impact sonore, trafic routier

Le trafic des véhicules restera identique.

La mise en place d'un matériel récent en lieu et place d'un matériel vieillissant devrait permettre une amélioration substantielle des émissions sonores,

Une mesure de bruit sera prescrite à l'issu des modifications.

II.5 - Dangers, risques d'accident

L'alimentation en gaz naturel se fera par canalisation enterrée, la sortie du sol de la canalisation pour l'alimentation du brûleur du sécheur sera équipé d'une rampe de sécurité gaz protégé contre les endommagements dus aux chocs.

Les effets d'un accident « gaz » à ce niveau n'impacterai pas l'extérieur du site.

II.6 Génération de déchets

Les modifications n'apportent aucune source de danger ni inconvénient supplémentaire.

II.7 Impact sur l'air

Les modifications du poste d'enrobage n'entraîne pas de modification des conditions de rejet, en revanche le remplacement du combustible Fioul Lourd par du gaz naturel va permettre d'améliorer sensiblement la qualité des rejets atmosphériques et de diminuer les impacts olfactifs liés aux oxydes de soufre contenus dans le fioul lourd.

4 - Conclusion et proposition

Au regard des éléments développés ci-dessous et compte tenu de l'amélioration de l'impact attendu par la modernisation de l'outil et le changement de combustible, considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 2010 permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, nous proposons aux membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande déposée par la société APPIA ENROBES aux conditions définies dans le projet de modifications des prescriptions de l'arrêté susvisé.